

ASSEMBLÉE NATIONALE

1er décembre 2022

ACCÉLÉRATION DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES (N°443) - (N°
526)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1735

présenté par

M. Le Fur, M. Bourgeaux, M. Cinieri, M. Cordier, Mme Dalloz, M. Descoeur, M. Forissier,
Mme Gruet, M. Kamardine, Mme Louwagie, M. Neuder, M. Nury, M. Taite, M. Jean-
Pierre Vigier, M. Viry et Mme Anthoine

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

Après le premier alinéa du V de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'autorisation environnementale ne peut être accordée pour les projets d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent lorsqu'au moins une des communes consultées en application du présent V a émis un avis défavorable. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet d'accorder, pour tout projet éolien, un veto aux maires. Ainsi, si au moins une des communes consultées émet un avis négatif à l'évaluation environnementale transmise en application de l'article L. 122-1, le projet d'implantation d'éoliennes concernés ne pourra aboutir.